



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 2234

Texte de la question

HOOLIGANISME

M. le président. La parole est à M. Pierre-Christophe Baguet, pour le groupe Union pour la démocratie française.
M. Pierre-Christophe Baguet. Ma question s'adresse à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, et j'y associe mon ami François Rochebloine.

Se rendre dans un stade en famille ou avec des amis pour assister à un match de football devrait être un plaisir simple de la vie. Or, comme on l'a vu lors de la saison 2004-2005, qui a connu une forte progression des actes de violence dans et aux abords des enceintes sportives, le phénomène du hooliganisme s'installe insidieusement en France alors que, chez nos voisins anglo-saxons, des mesures efficaces ont fait leurs preuves.

Chez nous, seuls dix clubs sont concernés, dont certains se risquent même actuellement à jouer les apprentis sorciers en montant des associations de supporters les unes contre les autres. Ainsi, le 1er octobre dernier, lors d'un match de championnat qui se déroulait au Parc des Princes, deux bandes du Paris Saint-Germain se sont violemment affrontées dans les rues voisines du stade. Tout le quartier a été bouclé et la police a dû procéder à plus d'une soixantaine d'arrestations avant le match.

Les mobilisations policières sont toujours plus nombreuses et plus coûteuses, comme pour le match OM-PSG qui a eu lieu dimanche dernier, et les riverains des stades qui accueillent les grandes rencontres du championnat de football ont de plus en plus peur.

Monsieur le ministre d'État, le sport est utile à notre société. Ceux qui apprécient le football sont nombreux et il faut les protéger, ainsi que les riverains, qui souffrent. Que compte faire le Gouvernement contre les voyous qui sévissent ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

M. Nicolas Sarkozy, *ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire*. Monsieur le député, la situation est d'autant plus inacceptable qu'elle ne concerne que le football. Elle ne concerne pas le rugby...

M. Jean Glavany et M. Jean Le Garrec. Très bien !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. ...ni un sport extrêmement populaire comme le cyclisme, qui ne nous oblige pas à déployer des moyens extraordinaires pour protéger certains coureurs contre de prétendus supporters. La situation est telle que, pour les matches dont vous parlez, monsieur Baguet - et je rends hommage à votre action constante - il faut déployer pas moins de vingt policiers par joueur sur le terrain. Ainsi, pour le match OM-PSG de dimanche dernier, nous avons dû mobiliser - ce qui est un scandale - 2 200 policiers.

Tout d'abord, je souhaite que des interdictions administratives puissent être prononcées par le préfet. Un individu qui est pris en photo en train de faire le salut nazi n'a rien à faire dans nos stades. (*Applaudissements.*) Ce n'est pas un supporter, mais un voyou, et je ne vois pas pourquoi il faudrait attendre une condamnation pour l'empêcher d'entrer dans un stade.

Par ailleurs, il est des associations de supporters de grande qualité, mais il en est d'autres qui, sur leurs sites Internet - et le PSG n'est pas le seul club concerné - appellent à la violence non seulement contre les supporters d'autres clubs, mais - et c'est nouveau - contre des supporters de leur propre club. Je demande l'interdiction et la dissolution de ces associations qui appellent à la violence. (*Applaudissements sur plusieurs*

bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française ainsi que sur quelques bancs du groupe socialiste.)

Enfin, il me semble qu'il faut renforcer les moyens de vidéosurveillance dans nos stades, afin de disposer non seulement de plans larges, qui sont des plans d'ordre public, mais aussi de plans serrés, qui permettront d'apporter une preuve judiciaire pour obtenir les condamnations dont nous avons besoin. Notre politique est simple : nous voulons débarrasser nos stades, partout en France, des voyous qui n'ont rien à y faire.

M. Maxime Gremetz. Au Kärcher ?

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Les familles doivent pouvoir revenir dans les stades de football français. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française ainsi que sur quelques bancs du groupe socialiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Pierre-Christophe Baguet](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (9^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2234

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : intérieur et aménagement du territoire

Ministère attributaire : intérieur et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 octobre 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 octobre 2005